



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 11/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TSA INOX

8 rue Jules Py
88210 Moussey

Références : S-24-007RP

Code AIOT : 0006202341

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 décembre 2023 dans l'établissement TSA INOX implanté 8 rue Jules Py 88210 Moussey. L'inspection a été annoncée le 27 novembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale " contrôle des moyens de première intervention incendie dans les installations de traitement de surface ". La visite d'inspection porte principalement sur des prescriptions de l'arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TSA INOX
- 8 rue Jules Py 88210 Moussey
- Code AIOT : 0006202341
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TSA INOX exploite à MOUSSEY une activité de traitement de surface des métaux soumise à autorisation environnementale par arrêté préfectoral n° 429/2010 du 22 février 2010 modifié.

Elle est spécialisée dans la transformation d'acier inox en éléments de manutention (grilles et chariots). Dans son atelier, deux lignes de production sont présentes :

- une ligne de décapage ;
- une ligne d'électropolissage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Mise en demeure, respect de prescription	18 mois
2	Désenfumage – Commandes des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Mise en demeure, respect de prescription	18 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
6	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
9	Eaux usées industrielles	AP de Mise en Demeure du 16/05/2013, article 1	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
5	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
8	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
10	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/02/2010, article 3.2.2	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé le non respect de prescriptions générales applicables aux installations de traitement de surface soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : II.-Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). [...]
Constats : L'atelier de traitement de surface ne dispose pas de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Une action corrective sous un délai maîtrisé doit être mise en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 18 mois

N° 2 : Désenfumage – Commandes des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée :

<p>[...]</p> <p>Ces dispositifs sont adaptés aux risques particuliers de l'installation et sont à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dispositif de désenfumage qui sera mis en place (cf. constat n° 1) devra respecter cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 18 mois</p>

N° 3 : Installations électriques – mises à la terre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasinier des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.</p> <p>[...]</p> <p>III. - Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 04 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.</p> <p>[...]</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport de vérification des installations électriques réalisée par l'APAVE en décembre 2022 et précise que le contrôle annuel au titre de 2023 a été réalisé semaine 49 (rapport en attente).</p> <p>Le rapport de contrôle détaille les résultats des mesurages des prises terre. Aucune anomalie n'est constatée.</p> <p>Un registre de suivi informatique des anomalies constatées est présenté à l'inspection.</p> <p>Les deux non-conformités actées dans le rapport 2022 pouvant entraîner des risques d'incendie ou d'explosion par " absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités " sont suivis dans le registre et devraient être levées dans le rapport de contrôle annuel 2023.</p>
<p>Observations :</p> <p>Dès sa réception, l'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de vérification 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 4 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Des détecteurs de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans les cuves de polissage et de décapage sont présents. Au jour de la visite, aucune procédure de contrôle des dispositifs n'était mise en place. Par courriel en date du 18 décembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection une copie du registre de contrôle de coupure des cannes chauffantes des bains de polissage et décapage, sur lequel est acté le premier test réalisé le 15 décembre. Il précise qu'un contrôle sera réalisé à chaque fin de semaine (jeudi ou vendredi) en présence de l'électricien afin de pouvoir intervenir immédiatement sur la sécurité en cas de dysfonctionnement détecté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : I. - L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. L'installation est notamment dotée : a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'atelier de traitement de surface est équipé de deux téléphones pour alerter les services d'incendie et de secours. Le site est équipé de 87 extincteurs (eau, poudre, CO2) répartis sur l'ensemble du site en intérieur et extérieur en fonction des risques spécifiques. Le dernier contrôle annuel a été réalisé par la société ODILE EXTINGTEURS le 26 octobre 2023 : 5 extincteurs ont été remplacés et 6 extincteurs ont fait l'objet d'une révision quinquennale.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : II. - Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé : <ul style="list-style-type: none">• dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;• dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>III. - Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>IV. - L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Aucun dispositif de détection automatique d'incendie n'est installé. Le dispositif d'aspiration du polissage est équipé d'une sonde température, mais pas l'aspiration du décapage. La prescription est applicable à compter du 1 ^{er} juillet 2024 pour les installations existantes.
Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection, au plus tard le 1^{er} juillet 2024, les justificatifs de mise en conformité de l'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substance ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p>
Constats : <p>L'atelier de traitement de surface est sur rétention, dont le volume total est de 212 m3.</p> <p>Chaque ligne de traitement possède également une rétention individuelle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
Constats : <p>La rétention de l'atelier de traitement de surface n'est pas équipée de dispositif d'évacuation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Eaux usées industrielles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2013, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/11/2022 ;• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites.
Prescription contrôlée : <p>La société TSA INOX, dont le siège social est situé 8 rue Jules Py – 88210 MOUSSEY, est mise en demeure, sous un délai ne dépassant pas trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les articles 4.3.2, 4.3.5, 7.3.2-a, 7.6.3 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral n° 429/2010 du 22 février 2010 susvisé.</p> <p>En vue du respect de l'article 4.3.5 (valeurs limites d'émissions des eaux) de l'arrêté préfectoral, l'inspection des installations classées sera régulièrement tenue informée de l'avancement des investigations, travaux et résultats obtenus.</p>
Constats : <p>Suite à la précédente visite d'inspection du 03 novembre 2022, dans son rapport référencé S-23-157R-HJ, l'inspection avait demandé à l'exploitant de lui transmettre l'ensemble des résultats analytiques réalisés dans le cadre de l'amélioration de la performance de la nouvelle filière de traitement mise en place et de l'informer des démarches engagées avec la Communauté d'agglomération de Saint Dié des Vosges dans le cadre du raccordement des effluents à la station d'épuration d'Etival (à la place du rejet actuel dans le Rabodeau).</p> <p>Tout au long de l'année 2023, l'inspection a reçu 5 points sur l'avancement des travaux : résultats analytiques et contact avec la Communauté d'agglomération de Saint Dié des Vosges.</p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant informe que suite à une visite du site par un représentant de la Communauté d'agglomération de Saint Dié des Vosges, un projet de convention de rejet des eaux industrielles et sanitaires a été transmis. Les travaux de raccordement seront réalisés en 2024.</p>
Observations : <p>Dès sa signature, l'exploitant transmettra à l'inspection une copie de la convention accompagnée d'un échéancier des travaux de raccordement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2010, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 03/11/2022 ;• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites.
Prescription contrôlée : <p>La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution, les limites fixées comme suivent. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés Kelvins) et de pression (101,325 kiloPascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>[...]</p> <p>Acidité totale exprimée en H : 0,5 mg/m³</p> <p>HF, exprimé en F : 2 mg/m³</p> <p>Cr total : 1 mg/m³</p> <p>CrVI : 0,1 mg/m³</p> <p>Alcalins, exprimés en OH : 10 mg/m³</p> <p>NOx, exprimés en NO₂ : 200 mg/m³</p>
Constats : <p>Suite à la précédente visite d'inspection du 03 novembre 2022, dans son rapport référencé S-23-157R-HJ, l'inspection avait demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures nécessaires afin de remédier aux non-conformités mises en évidence par le contrôle inopiné des rejets de polluants à l'atmosphère réalisé le 27 septembre 2022 : vitesse d'émission sur la ligne de polissage et teneur en acide fluorhydrique sur la ligne de décapage.</p> <p>Une campagne de mesures de rejets atmosphériques a été réalisée le 13 septembre 2023 par le Bureau VERITAS et a permis de lever les non-conformités :</p> <ul style="list-style-type: none">• ligne polissage : vitesse d'émission 12,7 et 12,5 m/s (Valeur Limite d'Emission fixée à >8 m/s) ;• ligne décapage : moyenne acide fluorhydrique 0,164 mg/Nm³ (Valeur Limite d'Emission fixée à 2 mg/m³).
Type de suites proposées : Sans suite